

valtech.



valtech.

Société européenne au capital de 3.330.923,32 €
Siège social : 103 rue de Grenelle – 75007 paris
RCS Paris 389 665 167

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL – Semestre clos le 30 Juin 2015 –

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 Juin 2015 et est établi conformément aux dispositions des articles L451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du règlement Général de l'AMF.

Table des matières

I – RAPPORT SEMESTRIEL D’ACTIVITE 1^{ER} SEMESTRE 2015	3
ETAT DE PERFORMANCE FINANCIERE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2015	3
ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2015	4
ANALYSE DE L’ACTIVITE PAR REGION AU 30 JUIN 2015.....	5
EFFECTIF AU 30 JUIN 2015	6
PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES AU 30 JUIN 2015	6
EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L’EXERCICE ET LEUR INCIDENCE SUR LES COMPTES SEMESTRIELS	6
EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2015.....	7
PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES.....	7
PERSPECTIVES	7
II – COMPTES CONSOLIDES RESUMES 1^{ER} SEMESTRE 2015	8
COMPTE DE RESULTAT SEMESTRIEL CONSOLIDE	8
ETAT DU RESULTAT GLOBAL DU GROUPE	8
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE	9
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	10
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	11
NOTE 1 – BASE DE PREPARATION DE L’INFORMATION INTERMEDIAIRE (IAS34)	12
REFERENTIEL COMPTABLE.....	12
TABLEAU RECAPITULATIF DES NOUVELLES NORMES IFRS APPLICABLES POUR L’EXERCICE EN COURS ET NORMES PUBLIEES	12
PRINCIPES SPECIFIQUES APPLIQUES AUX COMPTES INTERMEDIAIRES	13
EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2015	16
NOTE 2 – INFORMATION SECTORIELLE	17
NOTE 3 – INFORMATION SUR L’ACTIVITE	17
NOTE 4 – IMPOTS	18
NOTE 5 – RESULTAT DE BASE PAR ACTION ET RESULTAT DILUE PAR ACTIONS	19
NOTE 6 – ECART D’ACQUISITION	19
NOTE 7 – CAPITAL	20
NOTE 8 – BONS DE SOUSCRIPTION D’ACTIONS REMBOURSABLES RESERVES A CERTAINS DIRIGEANTS ET SALARIES	20
NOTE 9 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	23
NOTE 10 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D’EXPLOITATION	24
NOTE 11 – DETTES FINANCIERES	24
NOTE 12 – CONTRAT DE COUVERTURE DE CHANGE	25
NOTE 13 – PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES	25
NOTE 14 – ENGAGEMENTS HORS BILAN	25
III – ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2015	26
IV – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2015	27

I – RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 1^{ER} SEMESTRE 2015

ETAT DE PERFORMANCE FINANCIERE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2015

	30-juin-15	30 juin 14 Retraité	Variation juin 15/14 %	Notes
Revenus	87 394	67 653		
Autres revenus	231	155		
Total revenus	87 625	67 808	29,2%	Note 2
Coût des ventes	(58 547)	(45 091)		
Marge brute	29 078	22 717	28,0%	
Coûts commerciaux	(5 212)	(4 104)		
Coûts administratifs	(19 376)	(15 796)		
Résultat opérationnel courant	4 490	2 817	59,4%	
Coûts de restructuration	(320)	(340)		
Autres produits et charges d'exploitation	310	5		
Dépréciation des Goodwills	(1)	(300)		
Résultat de l'activité opérationnelle	4 479	2 182	105,3%	
Coût de l'endettement brut	(48)	(203)		
Produit de la trésorerie et équivalent de trésorerie	21	5		
Autres produits et charges financières	(368)	(10)		
Résultat net avant impôts des activités poursuivies	4 084	1 974	106,9%	
(Charges) produits d'Impôts	(1 498)	(1 525)		Note 4
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	-	-		
Résultat des activités non poursuivies	(597)	(944)		
Résultat net de la période	1 989	(495)		
Nombre moyen d'actions de base	26 962 209	21 219 918		Note 5
Nombre moyen d'actions après dilution	28 858 593	21 219 918		
Résultat par action de base	0,07	(0,02)		Note 5
Résultat par action diluée	0,07	(0,02)		

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRIC 21 « Droits ou taxes » et décrit en note 1

(**) Les données au 30 juin 2014 ont été retraitées des données de l'activité américaine disponible à la vente selon IFRS 5.

Au 1^{er} semestre 2015, Valtech a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 87,6 M€, en progression de 29,2% (+ 22,0% à taux de change et périmètre constants). Les Etats-Unis et l'Europe du Nord ont connu une croissance de 94,9% et 25,2% respectivement, après retraitement pour les Etats-Unis du chiffre d'affaires des activités disponibles à la vente.

La marge brute atteint 29,1 M€, en hausse de 28,0% (+22,1% à taux de change et périmètre constants), représentant un taux de marge brute de 33,2% contre 33,5% au 1^{er} semestre 2014. Il est à noter que la mise en vente des activités historiques aux Etats-Unis, plus faiblement margées, améliore mécaniquement la marge brute de Valtech, qui s'établissait à 32,2% au 1^{er} semestre 2014 tel que publié l'an dernier.

L'EBITDA ajusté de 6,4M€, en progression de 48,4% (+82,2% à taux de change et périmètre constants), représente une marge de 7,8% contre 6,4% au 1^{er} semestre 2014. Cette évolution est le fruit (i) de la progression en valeur de la marge brute, (ii) de la maîtrise des coûts commerciaux et administratifs, qui progressent à un rythme moins élevé que les revenus, de +27,4% et +21,5% respectivement.

L'EBIT fait plus que doubler, passant de 1,8M€ au 1^{er} semestre 2014 retraité à 4,4M€ au 1^{er} semestre 2015, avec des charges de restructuration en forte diminution qui témoignent de la fin des opérations de transformation de Valtech.

Le résultat net part du groupe est positif de 2,0 M€, à comparer à une perte de (0,4) M€ au 1^{er} semestre 2014, et intègre (0,4) M€ de charges financières nettes, (1,5) M€ d'impôt sur les sociétés et (0,6) M€ de résultat des activités non poursuivies.

Au 30 juin 2015, la situation financière de Valtech demeure très solide : 59,5 M€ de capitaux propres, une trésorerie disponible de 23,3 M€ et des dettes financières et découverts bancaires limités à 2,0 M€.

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2015

Les Capitaux Propres au 30 juin 2015 s'élèvent à 59,5 millions d'euros, incluant :

- Un résultat comptable de 1 989 milliers d'euros
- Un écart de change favorable de 2,8 million d'euros.

Milliers d'euros	30-juin-15	31-déc.-14
<i>Ecart d'acquisition</i>	15,933	15,168
Total Immobilisations incorporelles	17,924	16,994
Total Immobilisations corporelles	3,529	2,773
Total Actifs non courants	27,898	25,776
Total Actifs courants	81,137	71,280
Total Actifs	109,035	97,056
Capitaux propres	59,513	57,404
Total Passifs non courants	2,193	1,816
Total Passifs Courants	46,733	37,836
Passif destinés à la vente	596	0
Total Passifs	109,035	97,056

ANALYSE DE L'ACTIVITE PAR REGION AU 30 JUIN 2015

	30-juin-15				Elimination interco	Total
	Europe du Nord	Amérique du Nord	Europe du Sud	Asie-Pacifique		
Revenus avec des tiers	56,005	13,743	14,626	3,252	-	87,625
Revenus intercompagnies	778	37	606	3,387	(4,808)	-
Total des revenus	56,783	13,780	15,232	6,639	(4,808)	87,625

	30-juin-14				Elimination interco	Total
	Europe du Nord	Amérique du Nord	Europe du Sud	Reste du Monde		
Revenus avec des tiers	44,512	6,980	14,833	1,483	-	67,808
Revenus intercompagnies	824	92	524	3,263	(4,703)	-
Total des revenus	45,336	7,072	15,357	4,746	(4,703)	67,808

Les revenus de la zone Amérique du Nord en 2014 ont été retraités des données des actifs disponibles à la vente selon IFRS 5, tel que détaillé à la Note 1 des comptes semestriels consolidés résumés.

Europe du Nord

Les filiales d'Europe du Nord ont réalisé un nouveau semestre de qualité, avec une croissance de l'activité toujours soutenue de +25% et une progression de +27% de l'EBITDA ajusté.

Europe du Nord - (M€)	S1 2015	S1 2014	Variation
Chiffre d'affaires	56,8	45,3	25,2%
EBITDA ajusté	7,1	5,7	27,0%
<i>Marge d'EBITDA ajusté</i>	<i>12,5%</i>	<i>12,6%</i>	
EBITDA	7,0	5,5	28,2%
Collaborateurs (moyenne annuelle)	577	488	

Etats-Unis

Le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord a été retraité des données des activités historiques, classées comme actifs disponibles à la vente en vertu de la norme IFRS 5. Il s'établit ainsi à 13,8M€, quasiment doublé par rapport au chiffre d'affaires retraité du 1er semestre 2014. Le dynamisme du marketing digital aux Etats-Unis conjugué à la finalisation de la transformation de Valtech outre-Atlantique ont permis de dégager une marge d'EBITDA ajusté pour la première fois positive sur cette zone.

Etats-Unis - (M€)	S1 2015	S1 2014 Retraité	Variation
Chiffre d'affaires	13,8	7,1	94,9%
EBITDA ajusté	1,5	(0,9)	n.r.
<i>Marge d'EBITDA ajusté</i>	<i>10,9%</i>	<i>-12,7%</i>	
EBITDA	1,5	(1,1)	n.r.
Collaborateurs (moyenne annuelle)	211	228	

Europe du Sud

Valtech a renoué avec la croissance au 2ème trimestre 2015 sur cette zone, permettant d'afficher un chiffre d'affaires semestriel quasi-stable en dépit de la baisse des effectifs. L'EBITDA ajusté s'améliore mais demeure négatif à (1,1) M€ au 1er semestre 2015.

Europe du Sud - (M€)	S1 2015	S1 2014	Variation
Chiffre d'affaires	15,2	15,4	-0,8%
EBITDA ajusté	(1,1)	(1,5)	n.r.
Marge d'EBITDA ajusté	-7,3%	-9,6%	
EBITDA	(1,9)	(1,5)	n.r.
Collaborateurs (fin de période)	223	242	

Asie-Pacifique

Le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique a progressé de +39,8% au cours du semestre écoulé, porté par l'intégration de la société Neon Stingray depuis le 1er août 2014. A périmètre et changes constants, l'activité est demeurée stable au cours du semestre. L'EBITDA ajusté s'inscrit en repli ponctuel, impacté par les investissements réalisés au cours des derniers mois compte tenu de la volonté du groupe d'étendre ses activités en Asie, avec notamment l'ouverture d'un bureau à Singapour fin 2014.

Asie-Pacifique - (M€)	S1 2015	S1 2014	Variation
Chiffre d'affaires	6,6	4,7	39,8%
EBITDA ajusté	0,0	1,1	-97,6%
Marge d'EBITDA ajusté	0,4%	22,6%	
EBITDA	0,3	1,1	-69,9%
Collaborateurs (fin de période)	474	495	

Eliminations intragroupe

Le chiffre d'affaires intragroupe est constitué de l'élimination des revenus intragroupes. Ce chiffre d'affaires est éliminé dans les comptes consolidés.

Eliminations intragroupe - (M€)	S1 2014	S1 2014	Variation
Chiffre d'affaires	(4,8)	(4,7)	n.r.
EBITDA ajusté	(0,7)	(0,3)	n.r.
EBITDA	(1,2)	(0,7)	n.r.

EFFECTIF AU 30 JUIN 2015

L'effectif global moyen au 30 juin 2015 est de 1.485 salariés contre 1.471 salariés au 31 décembre 2014.

PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES AU 30 JUIN 2015

Aucune variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue par rapport au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE ET LEUR INCIDENCE SUR LES COMPTES SEMESTRIELS

Le Conseil d'Administration du 21 avril 2015 a arrêté un projet de transfert de la société au Luxembourg. Ce projet a été approuvé par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires qui s'est tenue le 30 juin 2015. Conformément au calendrier indicatif qui a été mis à la

disposition de l'Assemblée Générale, le transfert de la société pourra avoir lieu en octobre 2015. Le transfert n'a pas d'incidence sur les comptes semestriels.

Au cours du 1^{er} semestre 2015, le groupe a pris la décision de céder son activité américaine historique de mise à disposition d'équipes informatiques dédiées car cette activité n'est pas conforme à la stratégie du groupe. Au 30 juin 2015 cette activité était en cours de cession. La performance et la situation financière de cette activité sont désormais rapportées selon la norme IFRS 5 « Actifs disponibles à la vente et activités non poursuivies », dont l'impact détaillé est présenté à la Note 1 des comptes semestriels résumés consolidés.

Aucun autre événement significatif n'est intervenu au cours des six premiers mois de l'exercice et qui aurait eu une incidence sur les comptes semestriels.

EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2015

Valtech a finalisé le 3 juillet 2015 l'acquisition de l'agence digitale w.illi.am/ présente à Montréal (Canada). La société sera intégrée au périmètre de consolidation de Valtech à partir du 1^{er} juillet 2015. w.illi.am a réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 million d'euros en 2014 et emploie 60 personnes. L'acquisition est intégralement payée en numéraire. L'analyse des actifs et passifs entrés dans le périmètre de consolidation de Valtech est en cours. L'écart d'acquisition résultant de cette opération est estimé à 1,1 million d'euros. L'acquisition n'a pas d'incidence sur les comptes semestriels.

Aucun autre événement significatif n'a eu lieu postérieurement à la clôture du 30 juin 2015 et ayant une incidence sur les comptes semestriels.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Au 30 juin 2015, les facteurs de risques tels qu'identifiés à la clôture de l'exercice 2014 n'ont pas évolué. Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe pourrait être confronté au second semestre 2015 sont ceux détaillés dans le Document de référence numéro D.14-0457 sur les comptes 2014.

PERSPECTIVES

Malgré un contexte économique et financier très instable et une croissance qui peine à redémarrer en Europe, Valtech a parfaitement débuté l'exercice 2015. La société anticipe une croissance de son chiffre d'affaires consolidé supérieure à 13% et une marge d'Ebitda ajusté entre 7,5% et 8% en intégrant l'agence w.illi.am/ à partir du 3^{ème} trimestre 2015. L'Ebitda (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization) ajusté exclut les éléments non récurrents et les charges des plans de BSAR.

II – COMPTES CONSOLIDES RESUMES 1^{ER} SEMESTRE 2015

COMPTE DE RESULTAT SEMESTRIEL CONSOLIDE

Les montants dans le présent document sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire.

	30-juin-15	30 juin 14 Retraité	Variation juin 15/14 %	Notes
Revenus	87,394	67,653		
Autres revenus	231	155		
Total revenus	87,625	67,808	29.2%	Note 2
Coût des ventes	(58,547)	(45,091)		
Marge brute	29,078	22,717	28.0%	
Coûts commerciaux	(5,212)	(4,104)		
Coûts administratifs (*)	(19,376)	(15,796)		
Résultat opérationnel courant	4,490	2,817	59.4%	
Coûts de restructuration	(320)	(340)		
Autres produits et charges d'exploitation	310	5		
Dépréciation des Goodwills	(1)	(300)		
Résultat de l'activité opérationnelle	4,479	2,182	105.3%	
Coût de l'endettement brut	(48)	(203)		
Produit de la trésorerie et équivalent de trésorerie	21	5		
Autres produits et charges financières	(368)	(10)		
Résultat net avant impôts des activités poursuivies	4,084	1,974	106.9%	
(Charges) produits d'Impôts	(1,498)	(1,525)		Note 4
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	-	-		
Résultat des activités non poursuivies	(597)	(944)		
Résultat net de la période	1,989	(495)		
Nombre moyen d'actions de base	26,962,209	21,219,918		Note 5
Nombre moyen d'actions après dilution	28,858,593	21,219,918		
Résultat par action de base	0.07	(0.02)		
Résultat par action diluée	0.07	(0.02)		Note 5

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRIC 21 « Droits ou taxes » et décrit en note 1
 (**) Les données au 30 juin 2014 ont été retraitées des données de l'activité américaine disponible à la vente selon IFRS 5.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL DU GROUPE

	30-juin-15	30 juin 14 Retraité
Résultat net de la période	1,989	(495)
Autres éléments du résultat brut	-	-
Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère	1,709	(36)
Etat du Résultat global du Groupe	3,698	(531)

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

	30-juin-15	31-déc.-14	Variation
Ecart d'acquisition	14,005	15,168	(1,163)
Immobilisations incorporelles nettes	1,991	1,826	165
Immobilisations corporelles nettes	3,529	2,773	756
Participation dans les entreprises co-associées	-	-	-
Actifs financiers non courants, nets	-	-	-
Autres actifs non courants, nets	3,786	3,447	339
Impôts différés actifs	2,659	2,562	97
Actifs non courants	25,970	25,776	194
Créances clients et comptes rattachés	45,153	37,628	7,525
Autres actifs courants	12,653	7,436	5,217
Trésorerie et équivalent de trésorerie	23,330	26,216	(2,886)
Juste valeur des actifs détenus en vue de leur vente	3,000		
Actifs courants	84,136	71,280	9,856
TOTAL ACTIF	110,106	97,056	10,050

	30-juin-15	31-déc.-14	Variation
Capital	3,331	3,331	-
Reserves	54,195	52,189	2,006
Résultat net - part du Groupe	1,989	1,884	105
Capitaux propres - part du Groupe	59,515	57,404	2,111
Intérêts minoritaires	-	-	-
Capitaux propres	59,515	57,404	2,111
Provisions pour risques et charges - part non courante	853	485	368
Pensions et indemnités de départ à la retraite	507	508	(1)
Emprunts et autres dettes financières - part non courante	115	112	3
Impôts différés passif	719	711	8
Passifs non courants	2,194	1,816	378
Provisions pour risques et charges - part courante	1,446	2,046	(600)
Emprunts et autres dettes financières - part non courante	-	828	(828)
Découverts bancaires	1,854	-	1,854
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19,949	16,015	3,934
Autres passifs courants	23,480	18,947	4,533
Juste valeur des passifs détenus en vue de leur vente	1,668		
Passifs courants	48,397	37,836	8,893
TOTAL PASSIF	110,106	97,056	11,382

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	30-Jun-15	31-Dec-14	30-Jun-14
Résultat net	1,989	1,884	(495)
Intérêts minoritaires	-	-	-
Ajustements permettant de passer à la variation de trésorerie d'exploitation	-	-	-
- Dépreciation et amortissement, net	1,160	1,992	1,114
- Dépréciation des écarts d'acquisition	-	1,811	-
- Dotations aux provisions pour risques	632	(327)	-
- Dotation aux provisions pour engagement de retraite	(1)	(172)	(128)
- Moins (Plus) values sur cession d'actifs non courants	6	(1)	1
- Charges liées aux paiements en actions	505	644	323
- Résultat dans les sociétés co-associées	-	-	-
- Neutralisation des Résultats dans les sociétés traitées en IFRS 5 (Profit) - perte	596	-	-
Coûts financiers	18	196	184
Charges d'impôts (Impôts différés inclus)	1,498	3,009	1,525
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant intérêts et impôts	6,403	9,036	2,524
Impôts payés	(362)	(2,522)	(345)
Variation nettes des actifs et passifs courants	(4,784)	(5,592)	(4,693)
Dont flux liés aux activités en cours de cession (IFRS 5)	(408)	-	(2,071)
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation	849	922	(2,514)
Investissement actif non courant corporel	(1,445)	(1,543)	(877)
Investissement actif non courant incorporel	(598)	(2,119)	(1,323)
Prix de cessions des actifs non courants cédés (paiement)	-	-	161
Acquisition de filiales	-	(664)	-
Flux dus aux acquisitions (trésorerie acquise ou cédée)	-	284	-
Augmentation (Diminution) des investissements financiers	(32)	(178)	110
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements	(2,075)	(4,220)	(1,929)
Intérêts payés	(18)	(196)	(184)
Augmentation de capital	-	27,000	19
Rachat d'actions propres	(2,588)	-	-
Augmentation (diminution) des dettes financières	(898)	(3,114)	1,088
Dont flux liés aux activités en cours de cession (IFRS 5)	(224)	-	(151)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(3,728)	23,690	923
Incidence des variations des cours des devises	220	1,328	(56)
Flux net de la trésorerie et équivalent de trésorerie	(4,734)	21,720	(3,576)
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice	26,216	4,496	4,496
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'exercice	21,482	26,216	920

(*) Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », le tableau de financement consolidé au 30 juin 2014 retrace les flux des activités non conservées en 2015 (Cf. Faits significatifs de la période).

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

(en milliers d'euros)	30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-14	31-déc.-13
Trésorerie et équivalent	23,336	26,216	4,091	5,305
Découvert	(1,854)	-	(3,171)	(809)
Total	21,482	26,216	920	4,496

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

La variation des capitaux propres sur le premier semestre 2014 et 2015 peut se présenter de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves	Rémunération payées en actions différées	Résultat net	Action d'auto contrôle	Différence de conversion	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Au 31 décembre 2013	21,224,192	2,570	76,198	(51,032)	1,899	1,021	(7)	(1,815)	28,834	-	28,834
Affectation du résultat	-	-	-	1,021	-	(1,021)	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	(495)	-	-	(495)	-	(495)
Variation nette des actions détenues par les sociétés consolidées	-	-	-	-	-	-	(10)	-	(10)	-	(10)
Différences de conversion	-	-	-	-	-	-	-	(76)	(76)	-	(76)
Résultat Global	-	-	-	-	-	(495)	(10)	(76)	(581)	-	(581)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération payée en actions différées	-	-	-	-	322	-	-	-	322	-	322
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des transaction avec les actionnaires	-	-	-	-	322	-	-	-	322	-	322
Au 30 juin 2014	21,224,192	2,570	76,198	(50,011)	2,221	(495)	(17)	(1,891)	28,575	-	28,575
IFRIC 21 (*)	-	-	-	-	-	(121)	-	-	(121)	-	(121)
Au 30 juin 2014 retraité	21,224,192	2,570	76,198	(50,011)	2,221	(616)	(17)	(1,891)	28,454	-	28,454
Au 31 décembre 2014	27,503,262	3,330	102,438	(50,024)	2,543	1,884	(710)	(2,057)	57,404	-	57,404
Affectation du résultat	-	-	-	1,884	-	(1,884)	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	1,989	-	-	1,989	-	1,989
Variation nette des actions détenues par les sociétés consolidées	-	-	-	-	-	-	(2,590)	-	(2,590)	-	(2,590)
Différences de conversion	-	-	-	-	-	-	-	1,709	1,709	-	1,709
Résultat Global	-	-	-	-	-	1,989	(2,590)	1,709	1,108	-	1,108
Augmentation de capital	-	-	498	-	-	-	-	-	498	-	498
Rémunération payée en actions différées	-	-	-	-	505	-	-	-	505	-	505
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des transaction avec les actionnaires	-	-	498	-	505	-	-	-	1,003	-	1,003
Au 30 juin 2015	27,503,262	3,330	102,936	(48,140)	3,048	1,989	(3,300)	(348)	59,515	-	59,515

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRIC 21 « Droits ou taxes » et décrit en note 1

NOTE 1 – BASE DE PREPARATION DE L'INFORMATION INTERMEDIAIRE (IAS34)

Les comptes semestriels consolidés résumés sont établis selon les mêmes principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2014, à l'exception des amendements de normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1^{er} Janvier 2015. Les comptes semestriels consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 27 août 2015.

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes semestriels consolidés résumés du Groupe ont été établis pour la période de six mois close le 30 juin 2015, conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire ou par anticipation au 30 juin 2015, et notamment à la norme IAS 34 Information Financière Intermédiaire. Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2015 est disponible à la rubrique Normes et Interprétations IAS/IFRS, SIC et IFRIC adoptées par la Commission sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

La présentation des états financiers en normes IFRS repose sur certaines estimations comptables déterminantes. Elle exige aussi que la Direction exerce son jugement dans l'application des principes comptables au Groupe.

TABLEAU RECAPITULATIF DES NOUVELLES NORMES IFRS APPLICABLES POUR L'EXERCICE EN COURS ET NORMES PUBLIEES

Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2015

- IFRIC 21, *Taxes prélevées par une autorité publique* ;

L'interprétation IFRIC 21 clarifie la norme IAS 37- Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, et traite spécifiquement de la comptabilisation du passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible imposé par les autorités publiques aux entreprises selon des dispositions légales ou réglementaires, à l'exception notamment de l'impôt sur les résultats et de la TVA.

Son application a ainsi pu conduire, le cas échéant, à modifier l'analyse du fait générateur de la reconnaissance du passif. Cette interprétation n'a pas eu d'incidence matérielle sur les comptes semestriels consolidés résumés du Groupe au titre du premier semestre de l'exercice 2015 et de l'information financière comparable.

- IFRS 3, *Exclusion des champs d'application des formations de partenariats* ;
- IFRS 13, *Précisions sur les éléments concernés par l'exclusion de portefeuilles gérés sur une base nette* ;
- IAS 40, *Immeubles de placement* ;

Les normes, amendements et interprétations appliqués depuis le 1er janvier 2015 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015.

Normes, amendements et interprétations d'application non obligatoire au 1er janvier 2015 mais pouvant être anticipée

- Amendement IAS 19 ; *Régimes à prestations définies*.
- IFRS 3 ; *Comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix*
- IFRS 8 ; *Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs*
- IAS 16 ; *Réévaluation - Ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé*
- IAS 24 ; *Notion de services de direction (« key management personnel services »)*

- IAS 38 ; Réévaluation - Ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces textes dans les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 et estime qu'ils ne devraient pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et pouvant être anticipés au 1er janvier 2015, mais non encore adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 5, *Changement de modalité de cession d'un actif ou d'un groupe d'actifs* ;
- IFRS 7 ; *Mandat de gestion : Clarification des conditions de recouvrement des actifs financiers cédés*
- IFRS 7 ; Suppression de l'obligation de fournir dans les états financiers intermédiaires les informations requises sur les compensations d'actifs et de passifs financiers ;
- IFRS 9 – Instruments financiers, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.
- IFRS 15 ; Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients sur la comptabilisation des produits provenant de contrats avec des clients, applicable au 1er janvier 2018;
- IAS 19 ; Taux d'actualisation des hypothèses actuarielles.

L'impact de ces normes sur les résultats et la situation financière du Groupe est en cours d'évaluation. Le groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, interprétations et amendements adoptés ou en cours d'adoption par l'Union Européenne et dont la mise en application obligatoire est postérieure au 30 juin 2015.

PRINCIPES SPECIFIQUES APPLIQUES AUX COMPTES INTERMEDIAIRES

Les comptes semestriels consolidés résumés portant sur la période de 6 mois close au 30 juin 2015 du Groupe ont été préparés conformément à la norme IAS 34, norme spécifique IFRS relative à l'information financière intermédiaire adoptée dans l'Union européenne.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, il n'est procédé dans les comptes semestriels consolidés résumés à l'anticipation ou au différé de coûts encourus par le Groupe que pour autant qu'une telle régularisation soit faite s'il s'agissait d'une clôture annuelle. Ni le chiffre d'affaires, ni les coûts opérationnels ne sont soumis à des effets significatifs de saisonnalité.

Il n'est procédé dans les comptes semestriels consolidés résumés à l'anticipation ou au différé de revenus saisonniers, cycliques, ou occasionnelles du Groupe que pour autant qu'une telle régularisation soit faite s'il s'agissait d'une clôture annuelle.

Pour les comptes semestriels consolidés résumés, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé, pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Pour établir les comptes du Groupe, la direction de VALTECH doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui peuvent affecter les états financiers des exercices à venir. Le groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- dépréciation des créances douteuses,
- dépréciation des écarts d'acquisition dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, de taux d'actualisation, de valeurs terminales basées notamment sur des taux de croissance à long terme,
- évaluation des compléments de prix à verser,
- impôts différés et charges d'impôts,
- provisions.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : APPLICATION D'IFRIC 21 « DROITS OU TAXES »

L'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes » précise les modalités de reconnaissance, au passif du bilan consolidé, des impôts et taxes entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ». Elle clarifie notamment les rythmes de comptabilisation qu'il convient d'associer à ces prélèvements et se fonde généralement pour cela sur leur fait générateur légal. L'interprétation IFRIC 21 ne traite pas en revanche de la contrepartie à enregistrer au titre du passif.

Au sein du Groupe VALTECH, l'application de cette interprétation s'est principalement traduite par la modification du rythme de reconnaissance de trois droits ou taxes en vigueur en France auparavant constatées prorata temporis au cours de chaque arrêté intermédiaire :

- la taxe foncière,
- la taxe sur les surfaces de bureaux en Ile de France.
- la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S),

Les deux premières taxes sont désormais intégralement comptabilisées au passif du bilan (contrepartie résultat) le 1er janvier alors que la redevance domaniale est dorénavant enregistrée dans son intégralité au 1er janvier de l'année suivante.

L'interprétation IFRIC 21 étant d'application rétrospective, les états financiers consolidés du Groupe présentés au titre du 30 juin 2014 ont été modifiés selon ces nouvelles dispositions. Le résultat opérationnel sur activité et le résultat net du 1er semestre 2014 ont ainsi été ajustés pour des montants nets négatifs de 121 milliers d'euros. Les impacts sur le bilan consolidé au 30 juin 2014 sont une diminution des réserves consolidées pour un montant d'environ 121 milliers d'euros après impôts.

L'application d'IFRIC 21 n'a pas d'incidence sur le compte de résultat de l'ensemble de l'exercice 2014. Les impacts d'IFRIC 21 sur le bilan consolidé du 31 décembre 2014 sont peu significatifs. Celui-ci n'a, en conséquence, pas été retraité.

FAITS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2015

Transfert de la société au Luxembourg

Le Conseil d'Administration du 21 avril 2015 a arrêté un projet de transfert de la société au Luxembourg. Ce projet a été approuvé par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires qui s'est tenue le 30 juin 2015. Conformément au calendrier indicatif qui a été mis à la disposition de l'Assemblée Générale, le transfert de la société pourra avoir lieu à partir du mois d'octobre 2015. Le transfert n'a pas d'incidence sur les comptes semestriels.

Activités reclassées en activités non conservées (IFRS 5)

Au cours du 1er semestre 2015, le groupe a pris la décision de céder son activité américaine historique de mise à disposition d'équipes informatiques dédiées car cette activité n'est pas conforme à la stratégie du groupe. Conformément à la norme IFRS 5, le résultat net des activités non conservées comprend l'ensemble du résultat des activités en cours de cession au cours de la période. Le résultat net des activités non conservées reclassés dans la ligne « Résultat net des activités non conservées » est le suivant :

	30-juin-15	30-juin-14
Revenus	5,570	7,265
Autres revenus	298	-
Total revenus	5,868	7,265
Coût des ventes	(4,083)	(5,801)
Marge brute	1,785	1,464
Coûts commerciaux	(471)	(388)
Coûts administratifs	(1,016)	(1,580)
Résultat opérationnel courant	298	(504)
Coûts de restructuration	(896)	(289)
Autres produits et charges d'exploitation	-	-
Dépréciation des Goodwills	-	-
Résultat de l'activité opérationnelle	(598)	(793)
Coût de l'endettement brut	-	(151)
Produit de la trésorerie et équivalent de trésorerie	-	-
Autres produits et charges financières	-	-
Résultat net avant impôts des activités poursuivies	(598)	(944)
(Charges) produits d'Impôts	-	-
Résultat net de la période	(598)	(944)

Le goodwill affecté à ces activités, d'un montant de 1 928 milliers d'euros, est désormais évalué par rapport à leur valeur de marché. Ces tests n'ont pas révélé de dépréciation nécessaire. Les actifs associés à ces activités, y compris le goodwill, s'élèvent à 3 000 milliers d'euros, et sont désormais rapportés dans l'état de la situation financière du groupe sur une seule ligne intitulée *Juste valeur des actifs détenus en vue de leur vente*. De manière similaire, les passifs, d'une valeur totale de 1 668 milliers d'euros, sont rapportés à la ligne *Juste valeur des passifs détenus en vue de leur vente*.

Aucun autre événement significatif n'est intervenu au cours des six premiers mois de l'exercice et qui aurait eu une incidence sur les comptes semestriels.

L'effectif global au 30 juin 2015 est de 1.485 salariés contre 1.471 salariés sur la précédente période.

EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2015

Valtech a finalisé le 3 juillet 2015 l'acquisition de l'agence digitale w.illi.am/ présente à Montréal (Canada). La société sera intégrée au périmètre de consolidation de Valtech à partir du 1^{er} juillet 2015. w.illi.am a réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 million d'euros en 2014 et emploie 60 personnes. L'acquisition est intégralement payée en numéraire. L'analyse des actifs et passifs entrés dans le périmètre de consolidation de Valtech est en cours. L'écart d'acquisition résultant de cette opération est estimé à 1,1 million d'euros. L'acquisition n'a pas d'incidence sur les comptes semestriels.

Aucun autre événement significatif n'a eu lieu postérieurement à la clôture du 30 juin 2015 ayant une incidence sur les comptes semestriels.

NOTE 2 – INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs Opérationnels, l'information sectorielle au 30 Juin 2015 est présentée et établie sur la base des indicateurs de gestion interne telles qu'ils sont présentés dans les rapports internes au groupe et transmis au Comité de Direction et aux membres du Conseil d'Administration. L'analyse de ces rapports et des indicateurs qu'ils contiennent sert de base aux décisions des organes de direction du groupe.

Chaque secteur opérationnel représente une ou plusieurs entités légales, regroupées par région géographique du Groupe et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels. Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué de manière significative au cours de la période.

La répartition sectorielle des activités de Valtech reste identique à celle en place au cours de l'exercice 2014 et reflète une organisation opérationnelle adaptée à la présence mondiale du groupe avec 14 bureaux dans 10 pays distincts. La répartition de l'activité s'articule ainsi: Europe du Nord (Suède, Danemark, Allemagne et Royaume-Uni), Amérique du Nord (Etats-Unis), Europe du Sud (France, Suisse), et Asie-Pacifique (anciennement Reste du Monde, qui comprend l'Inde, l'Australie et Singapour).

Nous communiquons le chiffre d'affaires des régions avec les tiers et les autres régions du groupe. Les revenus intragroupe sont éliminés dans la catégorie « Eliminations interco ».

	30-juin-15					Total
	Europe du Nord	Amérique du Nord	Europe du Sud	Asie-Pacifique	Elimination interco	
Revenus avec des tiers	56,005	13,743	14,626	3,252	-	87,625
Revenus intercompagnies	778	37	606	3,387	(4,808)	-
Total des revenus	56,783	13,780	15,232	6,639	(4,808)	87,625

	30-juin-14					Total
	Europe du Nord	Amérique du Nord	Europe du Sud	Reste du Monde	Elimination interco	
Revenus avec des tiers	44 512	6 980	14 833	1 483	-	67 808
Revenus intercompagnies	824	92	524	3 263	(4 703)	-
Total des revenus	45 336	7 072	15 357	4 746	(4 703)	67 808

Les revenus de la zone Amérique du Nord en 2014 ont été retraités des données des actifs disponibles à la vente selon IFRS 5, tel que détaillé à la Note 1 des comptes semestriels consolidés résumés.

NOTE 3 – INFORMATION SUR L'ACTIVITE

Lorsque le Groupe agit dans le cadre d'un contrat de prestation en régie, le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

Lorsque le contrat est au forfait, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs prestations selon la méthode de l'avancement avec les particularités suivantes :

Quand le résultat d'un contrat peut être estimé de façon fiable, le produit et les coûts sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture du bilan ;

Lorsque le résultat d'un contrat ne peut pas être estimé de façon fiable, le revenu est comptabilisé à hauteur des coûts encourus s'il est probable que ces coûts seront recouverts ;

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

NOTE 4 – IMPOTS

Dans le cadre des états financiers intermédiaires, la charge d'impôt a été estimée d'après un taux effectif moyen en vigueur dans chaque pays avant prise en compte des déficits reportables et crédits d'impôts imputables sur l'exercice. Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

	30-juin-15	30-juin-14
Résultat net	1,989	(495)
Charges d'impôt	1,498	1,525
Résultat des sociétés mis en équivalence	-	-
Résultat avant impôts	3,487	1,030
Produits (Charges) d'impôts théorique	(1,162)	(343)
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-
Autres différences permanentes	(10)	(244)
Annulation de résultat interne	-	-
Utilisation de créances d'impôt sur déficits antérieurs	510	86
Créances d'impôt non reconnues sur la période	(1,291)	(1,497)
Ecart de taux d'imposition entre les différents pays	455	473
Rémunération en actions	-	-
Produits (Charges) réels d'impôt	(1,498)	(1,525)

Les pertes reportables constituées sur l'exercice, notamment par les entités françaises, suisses et singapouriennes, n'ont pas été activées. Les économies d'impôts sur les entités australiennes et américaines ont fait l'objet d'une activation sur la période intermédiaire pour un total de 691 milliers d'euros.

NOTE 5 – RESULTAT DE BASE PAR ACTION ET RESULTAT DILUE PAR ACTIONS

La réconciliation entre le résultat de base par action et le résultat dilué par action peut être présentée de la manière suivante :

	Résultat net	Nombre moyen d'actions	Résultat par action
1er semestre 2015			
Résultat de base par action	1,989	26,962,209	0.07
Résultat par actions dilué	1,989	28,858,593	0.07
1er semestre 2014			
Résultat de base par action	(495)	21,219,918	(0.02)
Résultat par actions dilué	(495)	21,219,918	(0.02)

Les BSAR émis en 2015 ont un effet antidilutif sur le calcul du résultat net par action du 1^{er} semestre 2015 et ils ne sont par conséquent pas inclus dans le calcul du résultat net dilué par action de cette période conformément à la norme IAS 33 – résultat par action.

NOTE 6 – ECART D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition générés lors d'un regroupement d'entreprises sont rattachés, dès l'acquisition, aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondantes.

Ces entités correspondent à des filiales ou des zones géographiques, dans lesquelles le Groupe est implanté, dont l'activité continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. L'évolution des écarts d'acquisition sur la période se présente de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	ADEA	Synaris AG	Valtech Systems Private Ltd.	Valtech A/S	Valtech Agency	Kiara	Neon	Total Goodwill
	US + Inde	Allemagne	Inde	Danemark	France	Suède	Australie	
Au 31 Décembre 2014	4,369	2,042	2,640	445	2,037	723	1,102	13,358
Dépréciation sur l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion	371	-	242	(1)	-	14	21	647
Au 30 Juin 2015	4,740	2,042	2,882	444	2,037	737	1,123	14,005

Au 31 décembre 2014, les goodwill intègrent les écarts d'acquisition relatifs aux activités historiques à hauteur de 1 777 K€, qui ont été reclassés au 30 juin 2015 sur la ligne « Juste valeur des actifs détenus en vue de leur vente », en application de la norme IFRS 5.

Selon IFRS 3 révisé (regroupement d'entreprises), les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et doivent subir un test de dépréciation au moins une fois par an ou de manière plus fréquente si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

En cas de différence entre la valeur recouvrable de l'UGT et sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Celle-ci est imputée en priorité sur l'écart d'acquisition.

La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des divisions opérationnelles du Groupe, aux actifs nets correspondants (y compris écarts d'acquisition). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir des flux de trésorerie futurs d'exploitation basées sur l'activité des trois prochaines années et complétée par une projection actualisée sur les deux années suivantes ainsi que d'une valeur terminale.

Les tests de dépréciation effectués au 31 décembre 2014 ont été analysés au 30 juin 2015 et des indices de perte de valeur ont été identifiés concernant ADEA et Valtech Agency en raison de l'environnement particulier de ces UGT. La valeur des écarts d'acquisition de Valtech Agency et d'ADEA a donc été testée au 30 juin 2015. La méthode des comparables a été utilisée pour Valtech Agency. Les taux d'actualisation retenu et le taux de croissance à l'infini pour ces calculs sont les mêmes qu'en 2014.

NOTE 7 – CAPITAL

Au 30 juin 2015, le capital de VALTECH S.E. est d'un montant de 3.330.923,32 euros et ne présente aucun mouvement :

Nombre d'actions	30-juin-15	31-déc.-14
Début de période	27 503 262	21 224 192
Augmentation de capital	-	6 279 070
Réduction de capital	-	-
Levées d'option	-	-
Fin de période	27 503 262	27 503 262

NOTE 8 – BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS REMBOURSABLES RESERVES A CERTAINS DIRIGEANTS ET SALARIES

Plan de 2013

L'assemblée générale du 14 mai 2012 a délégué au Conseil d'Administration la faculté d'émettre des valeurs mobilières dans certaines conditions, y compris des bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) réservés à certains dirigeants et salariés. Le Conseil d'Administration a usé de cette délégation le 10 octobre 2012 et a fixé les caractéristiques des 23.153.666 BSAR qu'il a décidé d'émettre. L'opération a fait l'objet d'une note d'opération qui a reçu le visa n°13-206 délivré par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 10 mai 2013. Ce même jour, M. Sebastian Lombardo, usant de la délégation conférée par le Conseil d'Administration, décidait d'émettre 23.153.666 BSAR. La souscription ouverte du 14 mai au 4 juillet 2013 a permis d'émettre la totalité des BSAR proposés, dont le règlement-livraison a eu lieu le 12 juillet 2013.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

Nombre de BSAR émis : 23.153.666

Prix de souscription : 0,03 euros

Bénéficiaires : certains dirigeants et salariés du groupe Valtech dans le monde

Modalités d'exercice des bons :

- 8 BSAR permettent d'obtenir 1 action nouvelle regroupée de Valtech (1 BSAR pour 1 action ancienne non regroupée)
- Prix d'exercice : 2,16 euros pour 1 action nouvelle regroupée
- Produit d'émission : 695 milliers d'euros pour les bons, et 6 251 milliers d'euros et cas d'exercice de la totalité des bons.
- Périodes d'exercice :
 - Pour 25% minimum et 50% maximum des BSAR : du 12 juillet 2016 au 11 juillet 2017
 - Pour le solde des BSAR : du 12 juillet 2017 au 11 juillet 2018
- Remboursement anticipé, au gré de la société : à compter du 12 juillet 2015 et jusqu'à l'échéance des BSAR, Valtech bénéficie de l'option de rembourser les bons au prix de 0,01 € l'unité si le cours de bourse (moyenne des cours d'ouverture sur les 10 séances choisies parmi les 20 qui précèdent la date d'envoi de l'avis de remboursement anticipé) représente 274% du prix d'exercice (soit 5,92 euro après regroupement). Les détenteurs de BSAR peuvent éviter le remboursement anticipé en exerçant leurs BSAR. Les BSAR ainsi rachetés seront annulés.
- Départ des bénéficiaires : en fonction des circonstances de leur départ, les BSAR détenus par les bénéficiaires qui quittent le groupe peuvent être rachetés par la société au prix d'émission. Les BSAR ainsi rachetés seront annulés.

Plan de 2014

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 octobre 2014 a décidé d'émettre un maximum de 6.499.320 Bons de Souscription d'Actions Remboursables (BSAR) en faveur des Titulaires de BSAR existant ayant souscrit dans le cadre de la précédente l'émission intervenue en 2013.

Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Nombre de BSAR souscrits et émis : 6.485.155
- 8 BSAR donneront droit à l'exercice d'une action (nouvelle regroupée) Valtech ;
- le prix d'émission de 8 BSAR sera de 0,4€ ;
- le prix de souscription de 8 BSAR sera de 3,90€ ;
- ces BSAR pourront être exercés, pour partie (entre 25 et 50% des BSAR souscrits) entre le 12 juillet 2016 et le 11 juillet 2017, et pour partie (le solde) entre le 12 juillet 2017 et le 12 juillet 2018 ;
- l'échéance de ces BSAR sera pour partie (25%) le 12 juillet 2017, et pour le solde (75%), le 12 juillet 2018 ;
- ces titres pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé à un montant de 0,2€ pour 8 BSAR, à compter du 12 juillet 2015, et jusqu'au 12 juillet 2018, à condition que le cours de bourse (moyenne d'ouverture sur les 10 séances choisies parmi les 20 qui précèdent la date d'envoi de l'avis de remboursement anticipé) représente 274% du prix d'exercice, soit 10,96€ ; dans le cas où la Société mettrait en œuvre le remboursement des BSAR au prix de 0,2€ pour 8 BSAR, les Titulaires de BSAR pourront éviter un tel remboursement en exerçant leurs BSAR. Les BSAR ainsi rachetés seront annulés ;
- les BSAR seront incessibles ;
- les BSAR, en cas de départ du Titulaire de la Société, devront être remboursés ou maintenus, conformément aux bulletins de souscription des Titulaires de BSAR ayant souscrit aux BSAR émis le 12 juillet 2013. Les BSAR ainsi remboursés seront annulés.

Plan de 2015

Le Conseil d'Administration du 21 avril 2015 a fait usage de la délégation octroyée par l'Assemblée Générale du 22 octobre 2014 et a délégué à son Président la définition des caractéristiques des BSAR offerts à la souscription de personnes clés de l'entreprise :

- Nombre de BSAR souscrits et émis : 422.625
- 1 BSAR donnera droit à l'exercice d'une action (nouvelle regroupée) Valtech ;
- le prix d'émission de 1 BSAR sera de 0,8€ ;
- le prix de souscription de 1 BSAR sera de 7,32 € ;
- ces BSAR pourront être exercés, pour partie (entre 25 et 50% des BSAR souscrits) entre le 1^{er} juin 2018 et le 31 mai 2019, et pour partie (le solde) entre le 1^{er} juin 2019 et le 31 mai 2020 ;
- l'échéance de ces BSAR sera pour partie (25%) le 31 mai 2019, et pour le solde (75%), le 31 mai 2020 ;
- ces titres pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé à un montant de 0,50 € pour 1 BSAR, à compter du 1^{er} juin 2017 et jusqu'à l'échéance, à condition que le cours de bourse (moyenne d'ouverture sur les 10 séances choisies parmi les 20 qui précèdent la date d'envoi de l'avis de remboursement anticipé) représente 274% du prix d'exercice, soit 20,06€ ; dans le cas où la Société mettrait en œuvre le remboursement des BSAR au prix de 0,50€ pour 1 BSAR, les Titulaires de BSAR pourront éviter un tel remboursement en exerçant leurs BSAR. Les BSAR ainsi rachetés seront annulés ;
- les BSAR seront incessibles ;
- les BSAR, en cas de départ du Titulaire de la Société, devront être remboursés ou maintenus, conformément aux bulletins de souscription des titulaires de BSAR. Les BSAR ainsi remboursés seront annulés.

422.625 BSAR ont été souscrits et il en résulte un encaissement de 338 milliers d'euros par la société. Si l'ensemble des BSAR souscrits sont exercés, il en résulterait l'émission et l'admission de 422.625 actions, représentant 1,54% du capital de la société. Le produit de l'émission s'élèverait alors à 3.041 milliers d'euros.

Annulation de BSAR au cours du 1^{er} semestre 2015

Les BSAR annulés et remboursés suite à des départs de salariés du groupe au premier semestre 2015 sont au nombre de 210.000 pour un montant de remboursement de 6 milliers d'euros.

Charges liées aux plans de BSAR

En application d'IFRS2 : « paiement fondé sur des actions », les charges liées aux plans de BSAR s'élèvent à 505 milliers d'euros au titre de la période close au 30 juin 2015.

NOTE 9 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Litiges	Loyers pour locaux inutilisés	Engagement de retraite	Autres	Total
Au 31 décembre 2014					
Dont Courant	678	341	309	718	2,046
Dont non courant	-	485	508	-	993
Valeurs nettes au 31 décembre 2014	678	826	817	718	3,039
Augmentations	100	138	60	374	672
Reprise	-	-	(1)	-	(1)
Reprise (utilisation)	(485)	(445)	(43)	-	(973)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Différence de conversion	-	39	24	8	71
Autres variations	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2015					
Dont Courant	-	-	351	1,095	1,446
Dont non courant	292	556	507	5	1,360
Valeurs nettes au 30 juin 2015	292	556	858	1,100	2,806

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable.

Un contrôle fiscal a eu lieu en France qui a porté sur les exercices 2010 et 2011 et sur le crédit d'impôt recherche comptabilisé ou payé au cours de ces deux années. Une proposition de rectification a été faite en décembre 2013 sur le crédit d'impôt recherche qui avait fait l'objet en 2010 d'un encaissement de 2.228 milliers d'euros. Les échanges contradictoires avec l'administration fiscale ont conduit cette dernière à restreindre le champ de sa proposition de rectification à une partie du crédit d'impôt recherche correspondant à un encaissement de 1.033 milliers d'euros en 2010. Par ailleurs le contrôle des autres impositions a donné lieu à une notification à la société en juillet 2014. A l'issue des discussions amiables avec l'administration fiscale, cette dernière a adressé au 1er semestre 2014 un avis de mise en recouvrement de 1.273 milliers d'euros que la société a réglé mais qu'elle entend contester. La société a pris en compte l'état le plus récent des procédures et a décidé de laisser inchangée la provision pour risques affectée à cette affaire.

Des discussions avec un ancien client américain ont eu lieu à partir de 2010 concernant la réception définitive de prestations réalisées depuis 2007. Ces discussions n'ont pas abouti et ce client a introduit aux Etats-Unis au premier semestre 2013 une action en justice pour obtenir réparation et des dommages et intérêts. La procédure judiciaire est toujours dans une phase préliminaire et, conformément à la pratique aux Etats-Unis, la société n'a donc pas encore reçu les documents à l'appui des demandes du client. En marge de la procédure judiciaire, la filiale américaine et le plaignant ont poursuivi leurs discussions. Après avoir analysé l'état de la procédure judiciaire et des discussions avec le plaignant, conseils pris, la direction de la filiale américaine, comme celle du groupe, a décidé d'ajuster la provision pour risques affectée à cette affaire. Les prestations à l'origine de ce litige font partie de l'activité historique américaine et les conséquences comptables de la réévaluation du litige sont à ce titre rapportées selon la norme IFRS 5 à compter du 30 juin 2015.

NOTE 10 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres produits et charges d'exploitation comptabilisés au cours du 1^{er} semestre 2015 se décomposent ainsi :

	30-juin-15	30-juin-14
Plus et moins values sur cessions d'actifs	(6)	(1)
Ajustements des périodes précédentes	316	6
Total Autres produits et charges d'exploitation	310	5

NOTE 11 – DETTES FINANCIERES

Les sociétés françaises, allemandes et danoises du groupe bénéficient d'un financement de leurs besoins en fonds de roulement par le biais de contrats d'affacturage sans recours pour un montant total autorisé de 6.600 milliers d'euros.

Les dettes financières se présentent de la manière suivante :

	30-juin-15	31-déc.-14
Emprunts	115	112
Locations financières	-	-
Dettes financières non courantes	115	112
Emprunts	-	828
Locations financières	-	-
Découvert bancaires	1,854	-
Dettes financières courantes	1,854	828
Dettes financières totales	1,969	940

Le terme des dettes financières se structure de la manière suivante :

	30-juin-15	31-déc.-14
Maturité inférieure à 1 an	1,854	875
Maturité entre 1 et 5 ans	115	65
Maturité supérieure à 5 ans	-	-
Dettes financières totales	1,969	940

La ligne de crédit accordée à Valtech Solutions aux Etats-Unis, a été remboursée en totalité au 1^{er} semestre 2015. Elle était utilisée à hauteur de 828 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

NOTE 12 – CONTRAT DE COUVERTURE DE CHANGE

Le Groupe a contracté un contrat de couverture de change sur la roupie Indienne, pour couvrir un budget d'achat de prestations sur une période donnée (commandes non encore signées). La moins-value latente liée à cette opération est portée en réserve dans les capitaux propres pour un montant négatif de 29 milliers d'euros.

NOTE 13 – PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Il n'y a pas de transaction significative entre parties liées au premier semestre.

NOTE 14 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a pas de modification significative des engagements hors bilan du groupe depuis le 31 décembre 2014.

III – ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2015

valtech

Société Européenne au capital de 3 330 923,32 €
Siège social : 103 rue de Grenelle – 75007 Paris
RCS Paris 389 665 167

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Sebastian LOMBARDO Président

Paris le 30 septembre 2015

IV – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2015

VALTECH

Société Européenne
103 rue de Grenelle
75007 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2015

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Guillaume Drancy
17 avenue de la Division Leclerc
92160 Antony

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

VALTECH

Société Européenne
103 rue de Grenelle
75007 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2015

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société VALTECH, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Antony et Neuilly-sur-Seine, le 30 septembre 2015

Les Commissaires aux comptes



Guillaume DRANCY

Deloitte & Associés



Géraldine SEGOND